*Prolétaires de tous les pays, unissons-nous*




n°139
11 avril 2022
p.a.f. 0,50 €

# Lutte Ouvrière
Arbeidersstrijd

Union communiste internationaliste (trotskyste)

# Crises, spéculations, guerres... A bas le capitalisme !



Les images qui parviennent d'Ukraine montrent les horreurs de la guerre que subissent les populations.

Les dirigeants occidentaux utilisent l'émotion légitime qu'elles provoquent pour tenter de souder toute la société derrière eux, en se faisant passer pour des défenseurs de la paix.

Quels hypocrites ! Les abominations qu'endure la population d'Ukraine sont les mêmes que celles imposées aux populations par les guerres impérialistes depuis des dizaines d'années : Congo, Afghanistan, Irak, Libye, Syrie, Algérie…

La guerre en Ukraine est l'aboutissement du bras de fer qui oppose depuis des décennies l'OTAN à la Russie de Poutine. Poutine a décidé de l'invasion sanglante de l'Ukraine, mais les dirigeants du monde impérialiste portent une responsabilité écrasante.

Aujourd'hui, si les gouvernements occidentaux envoient des armes à la résistance ukrainienne, c'est avant tout pour réaliser leurs objectifs impérialistes, avec le sang des Ukrainiens : affaiblir la Russie pour renforcer la domination des trusts occidentaux en Europe de l'Est comme ils le font dans le monde entier.

Mais les Ukrainiens ne sont pas à l'abri d'être sacrifiés plus tard, si cela s'avère avantageux pour leurs parrains occidentaux. C'est le sort qu'ont subi entre autres les Kurdes de Syrie, livrés à l'armée turque après avoir contribué à reconquérir Mossoul pour le compte de la coalition occidentale.

Quelle qu'en soit l'issue, cette guerre a été décidée contre l'intérêt des populations russe et ukrainienne. Elle a creusé un fossé de sang entre ces peuples frères qui partagent un long passé commun et d'innombrables liens familiaux, culturels et autres. Zelenski et Poutine s'en emparent pour répandre le nationalisme sur lequel repose leur pouvoir. Comme tous les exploiteurs, ils divisent les travailleurs pour imposer leur domination.

Ici aussi les médias et les gouvernements tentent de répandre le nationalisme. Ils glorifient la résistance ukrainienne pour faire croire que c'est normal de mourir pour son pays, alors qu'on meurt pour les intérêts des capitalistes. Ils utilisent les atrocités de l'invasion russe pour tenter de faire accepter une future guerre contre la Russie, voire contre la Chine.

L'augmentation des budgets militaires de tous les pays occidentaux montre qu'ils préparent de telles guerres, au plus grand profit des capitalistes de l'armement. Ce sera le prétexte d'imposer à toute la population, et aux travailleurs en premier lieu, des sacrifices supplémentaires.

Déjà, contrairement à ce que les gouvernements affirment, ce ne sont pas les oligarques russes, mais les travailleurs de Russie et d'Europe qui paient le prix des sanctions. Pour des centaines de milliers de travailleurs en Russie, elles signifient licenciements et chômage. Pour beaucoup d'autres, elles se traduisent par des pénuries et des difficultés supplémentaires dans la vie quotidienne.

En Europe de l'Ouest les sanctions se traduisent par une aggravation de la désorganisation de l'économie. Et au bout du compte, c'est aux travailleurs que la note est présentée. Dans des secteurs comme l'automobile, les pénuries et le manque de pièces sont répercutés sur les travailleurs par plus de chômage. Et quand, après avoir interdit l'importation de charbon russe, ce sera le tour du gaz et du pétrole, ce sera encore aux travailleurs qu'ils voudront le faire payer.

Maintenant déjà les capitalistes qui spéculent font exploser les prix de l'énergie. Certains travailleurs n'ont même plus les moyens de faire le plein pour venir au travail, tous s'inquiètent de voir les factures grimper alors que les salaires sont bloqués.

Et les spéculateurs ne se limitent pas au pétrole et au gaz, ils parient aussi sur la hausse des prix des denrées alimentaires. Au mois de mars, la hausse des prix de la nourriture a été la plus rapide de la décennie ! Dans les pays pauvres, les pénuries vont provoquer des famines !

Si les militaires tuent par les armes, les spéculateurs tuent par la famine ! Ils l'avaient déjà fait en 2009 et 2010 quand ils avaient provoqué dans des dizaines de pays pauvres des émeutes de la faim.

La guerre, les sanctions et la spéculation ne font qu'aggraver la crise du capitalisme et exacerbent la concurrence entre les puissances impérialistes. Il est impossible de prédire comment va évoluer la situation. Ce qui est sûr c'est que toutes se réarment et qu'on se rapproche de nouvelles guerres.

Il y a cent ans, toute une génération a connu la boucherie de la Première Guerre mondiale. Ce qui a commencé à y mettre fin, c'est la révolution des ouvriers en Russie en 1917. Aujourd'hui encore, face aux menaces de guerre, la seule perspective d'avenir pour l'humanité est le renversement du capitalisme par les travailleurs !

## Grève chez AGC à Moustier-sur-Sambre

Durant la crise sanitaire, la direction avait promis aux 700 travailleurs de l'usine AGC de Moustier une prime de productivité de 300 euros par trimestre en échange de la poursuite de la production, de plus de flexibilité et même d'heures supplémentaires.

Mais mi-mars, la direction a annoncé qu'elle ne verserait pas la prime, même si les objectifs avaient été atteints, sous prétexte que les travailleurs devaient se montrer solidaires avec l'usine AGC de Fleurus qui fermera en 2023. Au passage, elle a aussi supprimé la gratuité de franchise de l'assurance hospitalisation des travailleurs. Cette fois, la coupe était pleine.

Les travailleurs en ont eu ras-le-bol que les sacrifices soient toujours pour eux, car ils savent que de l'argent il y en a. Le groupe a fait 1,2 milliards de bénéfices en 2021 et a versé 300 millions d'euros de dividendes à ses actionnaires. Une grève spontanée a éclaté le 17 mars.

Les directions syndicales ont demandé d'arrêter la grève et négocié pour que la direction revienne avec des propositions le 4 avril.

Mais dès fin mars, face à l'absence de propositions concrètes, les travailleurs se sont à nouveau mis en grève. La grève s'est poursuivie durant 10 jours. Face au problème d'approvisionnement pour les usines du groupe, notamment à Seneffe, Lodelinsart, Mol et Zeebruges, la direction a fait certaines concessions même si elle s'est refusée jusqu'au bout à payer la prime due.

Si le compte n'y est pas pour les travailleurs, ils sont conscients d'avoir tenu tête collectivement face à la direction et d'avoir tissé des liens qui seront nécessaires pour les luttes de demain. Comme témoignait l'un d'eux, "ça ne sera plus jamais comme avant. Il y a désormais une solidarité, une entraide qui n'existait pas."

## Ryanair : la direction provoque la colère des travailleurs

Il y a un mois, la direction de Ryanair avait imposé la baisse du salaire des chefs de cabine dans les avions par un chantage à l'emploi. Elle espérait rééditer le même coup avec les autres catégories du personnel de bord, mais elle n'a réussi qu'à alimenter leur colère. Ces employés ont déposé un préavis de grève pour des actions annoncées pour cet été et espèrent entraîner leurs collègues d'autres sites de Ryanair en Europe.

Ryanair paye non seulement le salaire minimum à ses employés, soit entre 1400 et 1600 euros nets mensuels, mais en plus, il leur faut payer eux-mêmes l'entretien de leurs uniformes (35 euros par mois), le paiement de leur place de parking, l'achat des masques buccaux à distribuer aux voyageurs (!), leurs boissons et nourriture durant les vols… Ces conditions poussent les travailleurs à quitter leur travail au bout de 6 mois en moyenne. Mais cela peut se traduire aussi par une mobilisation qui peut s'étendre à tous les travailleurs dans la même situation.

## Mobilisation des enseignants à Mons



Pour la seconde journée de mobilisation des enseignants, plusieurs milliers de manifestants se sont retrouvés à Mons le 29 mars. Une occasion saisie dans certaines écoles de la région pour y aller entre collègues et exprimer sa colère !

Les conditions de travail sont si mauvaises qu'une pénurie d'enseignants touche toutes les écoles. Il n'est pas rare de « récupérer » au pied levé les élèves d'un autre cours et de se retrouver avec 35 élèves. A la place de collègues et d'éducateurs supplémentaires, le pacte d'excellence rajoute une couche de travail administratif au détriment des élèves. Le pacte d'excellence est aussi un moyen de mettre en œuvre la fermeture d'une partie des écoles d'enseignement spécial en poussant les élèves et leurs professeurs vers

l'enseignement général mais sans moyens supplémentaires. Il faudrait moins d'élèves par classe, plus d'enseignants et plus de moyens pédagogiques pour encadrer ces enfants peu préparés à suivre l'enseignement général.

Les ministres de la Fédération Wallonie-Bruxelles n'ont aucune intention de répondre aux revendications des enseignants. Au contraire, ils attendent les prochaines élections de 2024 avant d'imposer de nouvelles mesures d'économies à l'école et à tous les travailleurs de la fonction publique. Il faut espérer que ces calculs cyniques échoueront devant la mobilisation des travailleurs de tous les secteurs !

## Ferrero : rompre l'omerta patronale

105 cas de salmonellose liés aux produits de la multinationale du chocolat sont établis en Europe et dans le monde. Cette contamination aux conséquences potentiellement mortelles touche essentiellement les enfants via les œufs en chocolat Kinder fabriqués dans l'usine d'Arlon.

La présence de Salmonelle dans un filtre d'une ligne de production avait été détectée en décembre 2021, mais la direction s'était bien gardée de prévenir l'Agence pour la Sécurité Alimentaire. Aujourd'hui, l'Afsca interdit les livraisons à partir de l'usine d'Arlon. Les 800 travailleurs du site sont inquiets pour leur avenir. Les responsables de l'Afsca et de Test-Achat dénoncent « la confiance rompue avec la direction de Ferrero ». Mais ce n'est pas la première fois qu'une multinationale de l'alimentaire privilégie ses profits au lieu de la santé des consommateurs et des emplois des ouvriers.

Il y a une façon très simple d'empêcher la direction et les actionnaires d'imposer le silence sur les problèmes de fabrication : c'est de protéger les travailleurs eux-mêmes en supprimant le secret industriel et commercial pour qu'ils puissent alerter publiquement les consommateurs et les services d'inspection, sans craindre pour leur emploi.

## Giovanni Ferrero doit payer

Selon le magazine Forbes, l'héritier du groupe Ferrero, à la tête d'une fortune de 30 milliards d'euros, réside à Bruxelles. La multinationale commercialise le Nutella, les œufs Kinder et bien d'autres produits dans plus de 170 pays mais se réfugie derrière le secret pour tout ce qui concerne ses affaires et sa production. La seule chose que le public peut conclure, c'est qu'on n'enrichit pas des familles de milliardaires… sans casser des œufs et faire passer le profit avant la sécurité et la santé.

La famille Ferrero a largement de quoi dédommager les victimes de sa course à la rentabilité et payer intégralement les salaires de ses employés en chômage technique.

## Plan de relance wallon : une alliance qui n'annonce rien de bon pour les travailleurs

« La Wallonie se serre les coudes » : voilà comment le ministre libéral Willy Borsus commentait, le 28 mars, l'accord entre les syndicats, les organisations patronales et le gouvernement wallon autour du plan de relance de 7,6 milliards d'euros. Oubliées les dénonciations de l'exploitation, de la précarité, des bas salaires imposés par les patrons. « Nous dépassons nos différences » se félicite le secrétaire général de la FGTB wallonne, Jean-François Tamellini. « Une collaboration inédite » complète Olivier de Wasseige, de l'Union Wallonne des Entreprises. « La Wallonie a besoin de toutes ses forces vives » conclut le ministre-président wallon, Elio Di Rupo.

Mais, unis pour quoi, concrètement ? L'accord porte sur 42 mesures comme « le soutien à la recherche, le renforcement de la chaîne de valeur Biotech, la rénovation énergétique du bâti, le soutien à la production d'énergie renouvelable, des aides à la formation, la création de logements via des partenariats public-privé…, etc ». En clair, c'est le catalogue 2022-2024 des subsides publics aux entreprises privées. De Wasseige promet de convaincre les patrons wallons de créer des places dans leurs entreprises pour des stagiaires… rémunérés essentiellement par les cotisations sociales et les impôts des travailleurs.

Mais qu'a promis Tamellini ? De chercher à nous convaincre de serrer les coudes derrière les patrons en taisant notre colère contre la surcharge de travail ? De renoncer à réclamer des embauches en CDI, des augmentations de salaires conséquentes face à l'augmentation des prix ?

Les travailleurs n'ont aucune raison de se sacrifier alors que les plus riches continuent à s'enrichir ! Ils ne sont tenus par aucun accord avec le patronat et le gouvernement.



*La Wallonie et ses friches industrielles*

## Se défendre contre l'inflation et contre les patrons

7,59 % en janvier, 8,04 % en février, 8,31% en mars : l'inflation des prix rabote les salaires, les indemnités et les pensions. Le racket des capitalistes de l'énergie est responsable à lui seul des 2/3 de l'inflation.

Pieter Timmermans, dirigeant

de la FEB, demande un accord avec le gouvernement et les syndicats « pour ralentir l'indexation des salaires ». Car cela, le gouvernement sait le faire, comme avec la baisse momentanée de la TVA sur l'énergie calculée pour éviter un saut d'index. Nul doute que les experts au service des ministres tiennent encore d'autres astuces en réserve pour « freiner » l'indexation. Mais les travailleurs n'ont aucune raison d'accepter une baisse générale de leur niveau de vie car les augmentations des prix sont surtout la conséquence des spéculations des capitalistes.

Des augmentations réelles, en plus des indexations qui suivent la hausse des prix, sont nécessaires pour toutes les catégories de la classe ouvrière, des salariés aux pensionnés. Un objectif que les travailleurs doivent faire entendre et défendre par leur mobilisation.

## Revenu universel ou arnaque universelle ?

Georges-Louis Bouchez, président du MR, propose de remplacer les différentes allocations (chômage, revenu d'intégration, allocations familiales, aides à l'emploi, couverture des petits risques en matière de santé) par un revenu universel de base de 1000 euros octroyé à tous sans conditions. Ce serait, selon lui, une manière de répondre à l'évolution du monde du travail qui va vers plus de flexibilité, d'économie collaborative et de travail sous statut indépendant tandis que le travail salarié diminue. Il fait miroiter que cela valoriserait les personnes effectuant un travail utile à la société comme les femmes au foyer et les bénévoles. Et ajoute qu'un individu qui travaille aura toujours plus que celui qui ne travaille pas.

Le chômage économique lors du Covid et le droit-passerelle pour les indépendants seraient un avant-goût de ce système. Mais pour lui, comme pour tous ceux qui ont défendu avant lui ce revenu universel, il n'est pas question de le financer en prenant sur les bénéfices gigantesques des actionnaires ou sur la fortune des capitalistes.

Cette refonte des impôts et des prélèvements sociaux en une allocation universelle serait, de fait, financée par les travailleurs eux-mêmes. Car dans cette société les dépenses de l'Etat ne peuvent être prélevées que de deux manières, sur les profits des capitalistes, ou sur le dos des salariés.

Cette allocation est un piège pour les travailleurs, elle permettrait au patronat de tirer les salaires vers le bas. Ce qu'il faut aux travailleurs c'est un travail et un salaire digne pour tous.

## Une « bonne idée » d'un serviteur de la bourgeoisie

L'économiste Philippe Defeyt, qui a fait des études pour ça, a trouvé la solution miracle pour éviter l'indexation des salaires : au lieu de payer une prime de fin d'année et des pécules de vacances en juin, répartissez ces montants sur les salaires mensuels, et voilà que le montant qui apparaît sur la fiche de paye aura meilleure allure.

Et il pense vraiment pouvoir embobiner les travailleurs comme ça ?

Il y a une chose que les Defeyt et leurs semblables n'auront pas volé : la colère des travailleurs qu'ils méprisent à ce point qu'ils les tiennent pour incapables d'une simple soustraction.

## Condamnation de syndicalistes : la justice... de la classe bourgeoise

La Cour de cassation a rejeté, le 23 mars, le recours des 17 militants et responsables de la FGTB condamnés pour des faits de grève en octobre 2015. C'était le troisième et dernier recours devant les tribunaux de ces syndicalistes pour contester leurs condamnations à des peines de prison avec sursis. A chaque étape, les juges ont suivi avec complaisance la décision de condamner. On voit là se révéler le contenu de la justice de la société capitaliste.

Par contre, les géants pharmaceutiques peuvent accumuler de gigantesques profits et dicter leurs lois aux gouvernements en pleine pandémie, les multinationales de l'énergie et de l'agroalimentaire peuvent spéculer outrageusement pour multiplier leurs prix et leurs profits, le roi du chocolat peut dissimuler une contamination de ses produits destinés aux enfants sans risquer d'être condamnés par des magistrats.

Ils appellent cela la "Justice", alors que ce n'est que la force des plus riches contre toute la population.

## Les frontières tuent



Un jeune migrant érythréen est mort vendredi 25 mars dans la gare de Valenciennes, victime d'un arc électrique, alors qu'il se trouvait sur un train de fret à destination de Calais. Le wagon s'est alors enflammé et trois autres migrants et un cheminot ont dû être conduits à l'hôpital.

Contrairement aux réfugiés ukrainiens, pour qui les différentes sociétés de chemin de fer européens ont décidé la liberté et la gratuité de circulation à bord des trains, les hommes et les femmes fuyant la barbarie d'autres régions

du monde, d'Afrique, d'Asie ou du Proche-Orient, n'y ont pas droit. Ils doivent donc, après avoir fui l'horreur, continuer à risquer leur vie pour échapper aux contrôles, dans cette Europe qu'on présente comme libre et démocratique.

Au moins deux autres migrants ont trouvé la mort ces derniers mois le long des voies ferrées de la région de Calais, cette fois percutés par un train. Deux autres ont perdu la vie à bord de camions partant pour l'Angleterre et 38 ont péri en 2021 en tentant de traverser la Manche.

Une dizaine de jeunes Érythréens ont rendu hommage à leur camarade par une bougie éclairant cette inscription : *« Les frontières tuent »*.

LO France

## La spéculation tue



L'augmentation des prix alimentaires atteint des records : + 17,7% pour les céréales en un mois, + 19% pour le maïs, + 23% pour l'huile de tournesol. La guerre en Ukraine, pays producteur d'une bonne partie des tournesols, ne fournit qu'une partie de l'explication. Car les céréales et huiles actuellement sur le marché ont été récoltées l'année passée. Une bonne partie de ces augmentations vient de la spéculation.

Cette spéculation signifie d'ores et déjà la mort de centaines de milliers, voire de millions de personnes dans les pays pauvres.

Les auteurs de ces crimes contre l'humanité ne se trouvent pas à Moscou, mais sur les places boursières de New York, Paris, Londres…

Un fléau dont l'humanité doit se débarrasser au plus vite !

## Le capitalisme, c'est la guerre pour le profit

Selon l'Echo, 30 % des entreprises alimentaires envisagent une diminution de leur production pour préserver leurs marges. Marges mises sous pression par l'augmentation des denrées de base, comme le tournesol et les céréales, et aussi les factures d'énergie, les prix des emballages, et la pression des grandes surfaces qui négocient les prix d'achat des produits finis à la baisse.

Alors, si les rayons de supermarchés devaient se vider de biscuits, de mayonnaises et autres sauces, sous prétexte de la guerre en Ukraine, c'est surtout à cause de la guerre pour le profit que se mènent les entreprises de toute la chaîne. Et plus généralement parce que dans cette société capitaliste rien ne sera produit qui ne rapporte pas suffisamment de profits. Et peu importe, si les populations en ont besoin, jusqu'à mourir de faim !

## Danger nucléaire

Pendant que le monde s'inquiétait à juste titre de voir des centrales nucléaires en zone de guerre en Ukraine, le gouvernement a décidé de prolonger de 10 ans supplémentaires les centrales nucléaires Doel 4 et Tihange 3. Mais la question est : qui va payer les investissements nécessaires ?

Electrabel, filiale d'Engie, exploite les centrales nucléaires. Et si en 2022, elles ont encore rapporté des milliards de dividendes, l'entreprise se défend contre toute dépense supplémentaire et s'apprête à faire payer la facture à l'Etat.

Des discussions s'engagent donc entre l'Etat et Engie. Elles porteront sur des gros sous. Et aussi un peu sur la sécurité de la population et des travailleurs ? Elles ne sont pas publiques bien sûr ! Voilà encore un exemple du danger du secret des affaires.

Pour ne pas découvrir les lacunes de sécurité au moment où un accident arrive, il faut rendre tout public et soumettre toute décision au contrôle des travailleurs, en premier lieu ceux du nucléaire. C'est eux qui connaissent le mieux les centrales et leur priorité est la sécurité et non l'accumulation des milliards.

## Les enquêtes financières mises au frigo faute de moyens

Depuis octobre dernier, 53 enquêtes financières, touchant entre autres au blanchiment d'argent ou à la fraude fiscale, ont été mises à l'arrêt. Ce n'est pas nouveau : à titre d'exemple, l'enquête sur la fraude du groupe de mode FNG (Brantano, CKS, Miss Etam…) avait été stoppée en décembre dernier.

Le gouvernement prétexte un manque d'effectifs. Pourtant, selon l'ancien secrétaire d'État à la lutte contre la fraude fiscale et sociale, la fraude fiscale atteindrait jusqu'à 30 milliards d'euros par an ! Cette somme énorme permettrait de payer plus de 600 000 salaires annuels ! Derrière le manque de moyens pour empêcher la fraude fiscale, il y a surtout un manque de volonté des gouvernements ! Normal, ils sont au service des plus riches.

Pour aller chercher cet argent, il faudra que les travailleurs contrôlent eux-mêmes les comptes des entreprises !

## Pérou : la colère gronde

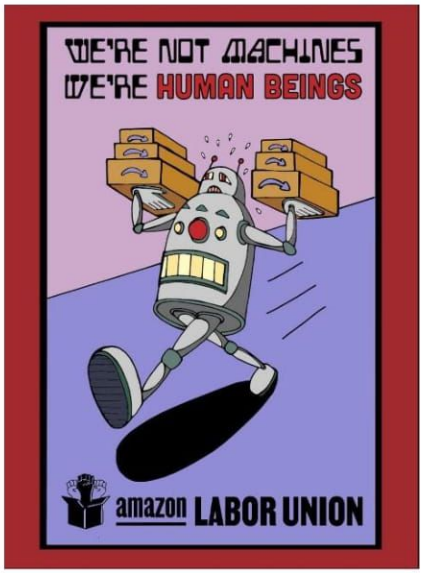
Les hausses de prix qui touchent violemment la population péruvienne ont déclenché un climat de révolte. Grèves, blocages, pillages et affrontements avec la

police se multiplient depuis le 28 mars, et ont déjà fait un mort et 15 blessés.

L'opposition de droite tente de concentrer toute la colère contre le président issu de la gauche, mais ce serait une illusion d'espérer qu'un changement de gouvernement amènerait la moindre amélioration économique.

Le monde politique, au Pérou comme ailleurs, est impuissant face aux conséquences désastreuses du capitalisme, notamment des spéculations sur les matières premières y compris alimentaires. Ce n'est qu'en s'attaquant au patronat, et en revendiquant des augmentations de salaires et leur augmentation en fonction des prix, que les travailleurs péruviens pourront au moins maintenir leur niveau de vie.

## Etats-Unis : les travailleurs d'Amazon imposent leur syndicat




*Nous ne sommes pas des machines, mais des êtres humains*

Vendredi 1er avril, à New York, les travailleurs du grand dépôt Amazon « JFK8 » employant 8000 salariés ont réussi à obtenir la majorité pour la reconnaissance du premier syndicat d'Amazon aux États-Unis.

Aux USA, il faut notamment obtenir qu'un vote soit organisé et que le syndicat obtienne la majorité. Cela fournit au patron bien des occasions de faire du chantage et de combattre les initiatives des premiers travailleurs cherchant à s'organiser.

La victoire obtenue par les travailleurs de JFK8 est d'autant plus marquante que la direction d'Amazon mène une guerre ouverte contre toute tentative d'organisation ouvrière, une guerre pour laquelle l'entreprise a dépensé 4,3 millions de dollars auprès de consultants spécialisés en lutte antisyndicale.

L'autre aspect marquant est que cette bataille a été menée par un petit groupe de travailleurs indépendamment des grandes centrales syndicales, autour d'un ouvrier afro-américain de 33 ans. Après avoir réclamé pendant la pandémie la mise en place de mesures sanitaires dans l'entrepôt et organisé une manifestation avec certains de ses collègues, il avait été licencié par Amazon... pour non-respect des mesures de distanciation ! La direction l'avait fait arrêter ensuite par la police parce qu'il revenait voir ses collègues aux portes de l'entrepôt.

La direction du second plus important employeur des États-Unis a fait savoir sa « déception » face à la détermination des travailleurs.

## Sarajevo : un anniversaire et un avertissement pour les peuples



*Sarajevo détruit par la guerre*

Le 6 avril, les habitants de Sarajevo ont rappelé qu'il y a 30 ans commençait le siège de leur ville par les forces nationalistes serbes. Ce siège de 44 mois est un des épisodes d'une guerre civile qui fit 200 000 victimes et a provoqué la fuite de 4,5 millions de réfugiés.

Les forces nationalistes qui ont mené cette guerre en y entraînant de force des populations qui vivaient pourtant ensemble, ont tour à tour été soutenues par les puissances européennes et américaines avant que celles-ci viennent ajouter leurs propres destructions, comme le bombardement de Belgrade en 1999.

30 ans après, les différents États issus de la décomposition de la Yougoslavie ne se sont pas remis des destructions matérielles et économiques. Sarajevo est ainsi la ville la plus polluée d'Europe car son parc automobile est le plus vieux et le chauffage dépend essentiellement du charbon.

Un fossé de sang sépare maintenant les communautés et les forces nationalistes croates et serbes se préparent à un nouveau dépeçage de la Bosnie-Herzégovine dans le prolongement du conflit entre la Russie et l'Ukraine.

En 2014, la population de Bosnie-Herzégovine avait connu une large mobilisation contre les dirigeants du pays enrichis par la corruption et le pillage de l'économie, mais aussi contre les plans d'austérité imposés par le FMI et le découpage ethnique entériné par les puissances européennes.

La tragique histoire de l'ancienne Yougoslavie est un avertissement pour les populations ukrainienne, russe et européenne sur l'impasse du nationalisme et des guerres où les puissances capitalistes sont à la manœuvre avec la peau des peuples.

**Suivez-nous sur Facebook : Lutte Ouvrière Belgique**
**E-Mail:** contact@lutte-ouvriere.be
**Tel :** 0470-18.82.39
**Internet :** www.lutte-ouvriere.be
**Partagez nos publications !**